

Anglais, « la mauvaise solution »

L'expert genevois Francis Grin conseille la France pour sa politique en matière de langues

La voie du tout-à-l'anglais est tracée. Faut-il s'y engager résolument ? Ou existe-t-il de meilleures solutions ? La question concerne tous les pays européens. En France, le Haut conseil d'évaluation de l'école se l'est posée récemment. Il s'est alors tourné, pour un « avis », vers l'un des rares experts européens de ces disciplines encore peu développées que sont l'économie de la langue et l'économie de l'éducation : François Grin, professeur à l'Université de Genève. C'est lui qui, en 1999, mesurait la valeur des langues sur le marché du travail en Suisse*.

Le rapport du chercheur genevois, encore confidentiel, sera publié cet été. François Grin y explore trois scénarios : celui de l'anglais dominant, celui du plurilinguisme et celui de l'espéranto. Ses conclusions : la solution du tout-à-l'anglais est « la plus mauvaise » d'un point de vue de politique publique. Sans être la moins chère, elle est en effet « la plus inéquitable ». Malheureusement, cela ne veut pas dire que les autres solutions soient facilement praticables. Détails et explications.

Le Temps : La situation de l'enseignement des langues dans les écoles françaises et romandes est-elle comparable ?

François Grin : Oui. Les élèves français ont la possibilité d'apprendre deux langues étrangères à choix, et l'immense majorité inclut l'anglais dans ce choix. La France dépense en moyenne 137 euros par habitant et par an pour cet enseignement : je dirais que le « taux d'effort » est le même qu'en Suisse romande. Il représente environ 10% des dépenses d'enseignement par élève.

– Et combien dépense le Royaume-Uni ?

– Environ 36 euros par habitant et par an: l'enseignement commence plus tard, il comprend moins d'heures.

– Vous insistez sur l'énorme avantage économique que le Royaume- Uni retire de l'hégémonie de l'anglais.

– Oui, car beaucoup de partisans du tout-à-l'anglais ne sont pas conscients de l'iniquité de la situation. Sur une population de quelque 60 millions de personnes, 100 euros d'économisés par habitant, cela fait 6 milliards d'euros. Si vous y ajoutez les économies que les Britanniques font sur les traductions, les bénéfices qu'ils retirent du marché de l'enseignement de l'anglais et autres avantages secondaires, on arrive à un chiffre de 10 milliards : c'est le cadeau que font au Royaume-Uni plus de 85% des citoyens de l'Union européenne en acceptant l'hégémonie de l'anglais.

– Mais les autres pays européens ne vont pas gagner 10 milliards en optant pour le plurilinguisme...

– Effectivement. Sur les trois scénarios que j'ai examinés, les deux premiers, celui du plurilinguisme et celui du tout-à-l'anglais, coûtent à peu près la même chose en matière d'enseignement des langues. Par contre, les pays non-anglophones économiseraient plus de 4 milliards d'euros en transferts divers, en évitant le déséquilibre actuel sur le front de la traduction et du marché des cours de langues, notamment.

– Mais n'est-il pas plus économique d'enseigner une seule langue au lieu de plusieurs ?

– Dans le scénario « tout-à-l'anglais », j'ai exploré l'hypothèse la plus prudente : celle où, tout en s'adaptant à la demande massive d'anglais, l'école continue à enseigner une deuxième langue étrangère. Évidemment, si on fait du tout-à-l'anglais radical, en faisant de cet idiome la langue étrangère unique et obligatoire, on dépensera moins en enseignement. Mais le scénario le plus probable est celui d'un tout-à-l'anglais déguisé tel que je le décris. C'est celui qui se réalisera si on laisse les choses suivre leur cours.

– **Pourquoi est-il « le plus mauvais » ?**

– Parce que c'est le plus inéquitable. En termes économiques, comme on l'a vu. Mais aussi parce qu'on crée deux catégories de citoyens : les non-anglophones seront toujours en position d'infériorité, notamment en situation de négociation ou de conflit.

– **Et qu'en est-il de votre scénario préféré, celui du plurilinguisme ?**

– Au niveau des discours, c'est celui qui est en vigueur actuellement : l'Europe tient à sa richesse linguistique et se donne les moyens de la préserver. Dans la réalité, l'hégémonie de l'anglais gagne du terrain tous les jours. C'est pourquoi, si on opte pour le plurilinguisme, il faut s'en donner les moyens : cela suppose, outre l'enseignement de plusieurs langues à l'école, des mesures d'accompagnement nettement plus énergiques qu'aujourd'hui. Ce scénario est préférable au premier, car il est équitable, et il a un immense avantage culturel : celui de traduire l'histoire plurielle de l'Europe. Je précise que personnellement, j'adore l'anglais. Ce qui est en cause, c'est la situation d'hégémonie où une langue prend le dessus, peu importe laquelle.

– **Et le troisième scénario ?**

– D'un point de vue purement rationnel, l'espéranto offre la solution idéale : la moins chère, notamment parce qu'on dépenserait moins pour apprendre une langue infiniment plus facile que l'anglais. Avec l'espéranto, l'Europe économiserait 25 milliards par an, même déduction faite des 10 milliards de transferts nets dont bénéficie actuellement le Royaume-Uni. C'est aussi la solution la plus équitable, puisque tout le monde serait sur pied d'égalité. Et c'est une voie qui n'écrase pas les cultures européennes. D'un autre côté, la voie de l'espéranto semble aujourd'hui bien improbable, car elle suscite d'étonnantes réactions de rejet. Pour qu'elle soit réalisable, il faudrait que tous les pays européens s'accordent pour se lancer dans un projet à long terme...

– **Quelles sont les chances du scénario plurilingue ?**

– Le gros point d'interrogation, ce sont les mesures d'accompagnement qu'il nécessite pour échapper à la force d'attraction de l'anglais. Elles devraient viser à rendre le plurilinguisme crédible et nécessaire. Je pense par exemple, pour les fonctionnaires, à une prime au trilinguisme. Ou au genre de décision envisagée par le gouvernement d'Afrique du Sud pour mettre les langues du pays à égalité, avec rotation annuelle des langues officielles.

– **Mais c'est terriblement étatique et contraignant !**

– Sur ces mesures, je ne me prononce pas, c'est un sujet où il y a encore énormément à creuser. Il est vrai que si elles sont trop contraignantes, elles ne fonctionneront pas. Il faudrait suivre plutôt la piste des mesures incitatives. De toute façon, il est sain de procéder par étapes dans la réflexion. La situation est : tout le monde se précipite vers l'anglais et une première question surgit : est-ce souhaitable ? Je réponds : non, ce n'est pas souhaitable. D'où la deuxième question : est-ce inéluctable ? La réponse reste ouverte, car tout dépendra de l'importance que les citoyens européens accordent réellement à l'équité et à la diversité des langues et des cultures.

- « Compétences et récompenses. La valeur des langues en Suisse », François Grin. Ed. Universitaires, Fribourg, 1999, 261 p.

Source : <https://www.letemps.ch/societe/anglais-mauvaise-solution>

Auteur : Anna Lietti, article publié le mercredi 22 juin 2005



M. François Grin